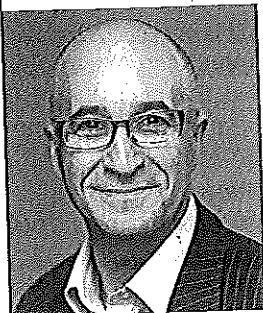


# Club Méditerranée : la direction juridique

## Qui la dirige



Juriste de formation, Edouard Silverio est titulaire d'un DEA de droit des affaires, mais également d'un DESS finances. Diplômé du CPA, il est rôdé à l'analyse financière. En 1983, il débute sa carrière chez Drouot Assurances avant d'intégrer Axa, puis le groupe Lagardère, au sein de sa filiale Argil, où il intervient alors dans le secteur des télécommunications, de la défense et de l'espace. Il participe à cette époque à la cession de Matra Communications au groupe canadien Nortel ou encore à l'acquisition de BAe (British Aerospace) Space Systems par Matra Marconi Space. En 1994, il devient vice-président et directeur juridique du groupe Matra Nortel Communications. C'est en 2002 qu'Edouard Silverio rejoint le Club Méditerranée en qualité de directeur juridique. Nommé secrétaire général du groupe en 2007, il exerce depuis conjointement ces deux fonctions. Il est également en charge des questions hygiène, santé et sécurité, de la gestion de crise et des relations gouvernementales.

## Qui la conseille

La direction juridique veille à s'attacher l'expertise de cabinets réputés. En France, elle n'hésite pas à recourir à des conseils extérieurs sur des opérations nécessitant un niveau de technicité élevé. Ainsi, elle organise souvent des appels d'offres auprès de quelques cabinets dont elle a déjà pu apprécier l'expertise, comme **Gide Loyrette Nouel**, **Latham & Watkins** ou **Darros Villey Maillot et Brochier**. Sur des problématiques identifiées, elle fait confiance à des conseils récurrents comme en contentieux client avec le cabinet **Callige Agrest Duboc**. Elle travaille aussi avec des structures plus spécialisées, tels que le cabinet **Vigo**, sur des problématiques pénales ou le cabinet **Confino** sur des problématiques de baux commerciaux. À l'étranger, elle fait régulièrement appel aux expertises locales, notamment pour des projets de développement de villages de vacances en propre ou en management.

## Comment elle s'organise

Quatre pôles d'intervention caractérisent l'organisation de la direction juridique. Un département corporate gère ainsi les questions de droit des sociétés pour Club Méditerranée et ses filiales, et notamment la récente augmentation de capital de l'entreprise. Un pôle dédié à l'exploitation des villages opère dans le domaine des relations contractuelles et le suivi des réglementations administratives. Une direction juridique patrimoine, développement et construction intervient sur les acquisitions, cessions et rénovations de villages de vacances, participant de ce fait à la stratégie de montée en gamme du groupe. Enfin, un département droit des affaires intervient sur les problématiques liées notamment, à la distribution, à la concurrence, à la promotion et au marketing ainsi qu'au contentieux. En périphérie de cette organisation, la fonction juridique étend son champ d'intervention à l'international avec la présence d'une direction juridique au Brésil, à Singapour et à Miami.

## Comment elle se positionne

Rapportant au directeur général délégué, Michel Wolfovski, le secrétaire général et les équipes juridiques sont très impliqués dans la stratégie du Club Méditerranée. La direction juridique est écoutée d'une oreille attentive à tous les échelons du groupe. Selon Edouard Silverio, «Le droit est un outil pour protéger les intérêts de l'entreprise, ce qui demande a fortiori une intégration de la fonction juridique le plus en amont possible dans le processus décisionnel.» Elle est ainsi associée immédiatement aux nouveaux projets par les opérationnels. Pour Edouard Silverio, «ses équipes n'apportent pas qu'un support juridique, elles sont des facilitateurs». Envisageant ses fonctions un peu comme celles d'un guide, la direction juridique veille à donner à l'entreprise un éclairage pragmatique sur les chemins à suivre:

